

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article3078>



# Reprendre le chemin des luttes ! - intervention introductive de Clément Lefèvre (secrétaire national, Rouen)



- Syndicats

et motions de l'EE dans les instances nationales du SNES - CAN du SNES-FSU des 23 et 24  
Date de mise en ligne : jeudi 25 juin 2020  
juin 2020 -

Date de parution : 1er septembre 2020

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

La situation de récession à venir place le gouvernement à l'offensive et ce n'est qu'un début. Il se met au service de toute le patronat qui profite de la situation pour licencier dans beaucoup de secteurs. Ainsi Bruno Lemaire soutient tous les plans de licenciement dans le privé et utilise le poids de la dette contre la fonction publique. Cela coupe court à toute revendications et même les soignant-es peinent à faire valoir leur légitime revalorisation.

La situation montre pourtant une grande disponibilité à la contestation des ordres établis :

Les luttes antiracistes renforcée par la légitime indignation suite à la mort de l'afro-américain Georges Floyd ont été massives et obligent les pouvoirs les plus réactionnaires à reculer et proposer des mesures, certes insuffisantes, d'encadrement de la police.

Les rassemblements féministes se sont multipliés très tôt après le confinement, pour faire valoir les droits des femmes mis à mal dans la situation actuelle (droit à l'avortement, lutte contre les violences intra-familiales, professions du domaine du soin souvent précaires).

Sur ce dernier domaine, la luttes syndicale a tôt fait de rassembler des milliers de personnes pour la revalorisation des métiers du soin. On observe je pense une disponibilité analogue pour faire valoir la revalorisation de nos métiers dans l'enseignement. Surtout après la campagne de dénigrement que nous avons subie ces derniers jours.

La répression dont sont victimes les actions syndicales dans l'éducation comme ailleurs exacerbent ce besoin d'en découdre pour une partie de nos collègues et pour le soin une défiance vis à vis d'une politique qui n'est plus guerre soutenue que par la droite.

Cette politique est marquée par un plan de relance climaticide et assez pauvre au regard du P.IB. européen. Sur les questions climatiques, la convention citoyenne portant des solutions intéressantes mais assez peu novatrices risque de ne pas peser lourd face aux lobbys industriels qui façonnent la politique de Macron depuis le début.

Notre fédération tient un rôle central en pareille situation car les attaques menées touchent beaucoup plus largement que le second degré : ainsi le plan pour la jeunesse de la FSU doit aboutir et c'est à l'échelle de toute la fonction publique que doit se gagner la revalorisation des salaires. Pendant ce temps il faut noter que la revalorisation des chef-fes a commencé, c'est Challenges qui l'annonce.

Nos professions terminent l'année épuisées, la désorganisation est très importante, deux exemples paroxystiques : quand on change les langues vivantes d'un élève pour 15 jours ou que l'on prive tout un établissement de ses enseignements artistiques.

Aussi Jean-Michel Blanquer doit partir, il n'a plus aucun soutien, ni des parents, ni d'une partie des hiérarchies intermédiaires. Il cherche sans arrêt le discrédit de l'action syndicale. Il ne défend pas ses personnels loin de là et orchestre une campagne de dénigrement par ses relais dans les médias patronaux.

Les grands gagnants de cette crise, tant au niveau commerce qu'au niveau éducatif sont les GAFAM.

La situation actuelle d'une reprise risquée soulage presque de ce point de vue tant nous sommes lassés de cette école à distance qui n'en est pas une. Un plan d'action au sortir de cette CAN est nécessaire, il se joue plus largement que dans l'éducation et peut s'articuler jusqu'au niveau interprofessionnel.